

Arguments pour la lutte sociale n° 61

du 19-22 novembre 2016

Vive la jeunesse nord-américaine !

Lutte de classe, lutte de classe. C'est cela qui monte aux États-Unis, et non pas « le fascisme ». La victoire électorale de *The Donald* repose sur une polarisation sociale montante, de plus en plus visible, de plus en plus ouverte.

Depuis son élection, des centaines de milliers de jeunes ont manifesté à plusieurs reprises, et pas qu'à New York et Los Angeles mais dans de nombreuses villes de l'intérieur. S'imaginer, comme le font ici certains commentateur blasés, qu'il s'agit de jeunes « bobos » qui n'acceptent pas le résultat d'un vote démocratique, à l'instar des résidents du centre londonien pétitionnant après le Brexit, serait une stupidité analogue à celle de ceux qui voudraient envoyer en enfer les méchants « petits ouvriers blancs » accusés d'avoir fait gagner Trump.

A propos de ces derniers, il apparaît que si sa victoire est effectivement due au vote des régions sinistrées de la *rust belt* ainsi que des zones rurales proches de celles-ci, il n'empêche que « *le revenu familial médian des 62% d'électeurs blancs de Trump est supérieur à celui des électeurs blancs de Clinton et plus encore à celui des soutiens de Sanders lors des primaires* » - comme l'explique le communiqué national des Democrats Socialists of America d'après l'élection. [Dans ce texte](#), le comité national des DSA, qui annonce avoir maintenant 9000 adhérents dont 2000 de plus depuis le 8 novembre, qualifie de *liberal media's narrative* le discours hostile aux « petits blancs », qui fait le jeu de Trump.

Réciproquement, la blogosphère complotiste qui a roulé à fond pour Trump et que celui-ci vient de récompenser en installant aux portes du pouvoir le suprématiste blanc, idole des néo-nazis, et déséquilibré notoire, Stephen Bannon, « conseiller stratégique » de Trump et de son équipe de transition, qui avait remplacé Paul Manafort, l'ancienne éminence grise de Ianoukovitch en Ukraine, comme coach de Trump depuis cet été, nommé aux côtés des personnalités qui, d'après la presse, sont censées nous « rassurer » en « équilibrant » un personnage tel que Bannon : Reince Priebus, « *solide républicain du Midwest* » (défense de rire, c'est *Le Monde* qui le dit !), et le vice-président Mike Pence, dangereux climato-sceptique - la blogosphère complotiste, disions-nous, et Trump lui-même dans certaines déclarations, présente la jeunesse qui manifeste contre lui comme le début d'une « révolution orange » financée par « Soros » !

Fait en soi intéressant et révélateur : née lors de la chute de Milosevic en Serbie, la rhétorique de dénonciation des « révolutions oranges » consiste à assimiler les mouvements démocratiques de la jeunesse à des manipulations impérialistes et « sionistes », et constitue un axe central du discours de Poutine et de ses affidés partout dans le monde. Les révolutions dans les pays arabes en 2011 ont été dénoncées ainsi, et à présent, ce discours typiquement néo-stalinien est devenu l'un des thèmes de défense ... du futur locataire de la Maison Blanche !

Pendant des années, néo-cons et néo-stals paraissaient se détester en justifiant leur existence les uns par les autres. Voilà qu'arrive le moment de leur fusion. C'est une bonne chose : il faudra les jeter ensemble à la poubelle de l'histoire.

Mais les centaines de milliers de jeunes qui, depuis plusieurs jours, manifestent aux États-Unis, loin d'être des ahuris, sont l'avant-garde des luttes qui s'annoncent. De façon immédiate leur réaction constitue une mesure de protection envers les noirs, les millions de sans papiers, et d'une façon générale toutes les « minorités » confrontées à la vague d'agressions racistes exacerbée par l'élection de *The Donald*. Au delà, ils posent frontalement la question de la démocratie aux États-Unis. On leur reproche de contester le résultat d'une élection démocratique (dont on rappellera au passage que Trump avait déclaré qu'il ne l'aurait pas reconnu s'il n'avait pas gagné).

Sauf que, premier fait massif et majeur, avec 54% de non-votants et plus encore si l'on tient compte des non-inscrits, le président des États-Unis n'est élu que par le quart des citoyens, ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau - la seule poussée de participation dans l'histoire récente remonte à 2008 - mais qui, s'agissant de Trump, élu sans programme autre que des menaces contre les minorités, les étrangers et l'establishment dont il fait pourtant partie, revêt une acuité particulière.

Sauf que, de plus, Trump a moins de voix que Clinton au total - environ 61,5 millions contre près de 63 millions, aucun n'ayant la majorité absolue (1). Ceci découle du caractère fédéral des États-Unis par lequel les grands électeurs de chaque État sont les vrais électeurs du président. **La question démocratique posée par les manifestants est celle-là même de la constitution**, organiquement liée à l'existence même de la nation nord-américaine. Instaurer la démocratie serait refonder la nation, en faire une vraie nation intégrant tout le monde. Celles et ceux qui crient que Trump n'est pas leur président posent cette question. Ils pointent l'enjeu de l'avenir.

Sauf que, encore, les empêchements de voter ont été de retour dans ce scrutin : comme le raconte notre camarade Richard Greeman, des millions d'électeurs ont été radiés des listes de manière illégale, au prétexte que leur nom ressemblait à celui d'autres électeurs ou de prisonniers et d'anciens prisonniers, eux-mêmes privés du droit de vote, et les pressions pour dissuader les noirs, surtout, d'aller voter, n'ont pas manqué.

C'est ainsi que rebondit la crise rampante, désormais ouverte, de la constitution et donc de la nation nord-américaine. En 2000, cette crise avait éclaté lors de l'élection illégitime de Bush junior. Les crimes de masse du 11 septembre 2001 ont permis à l'impérialisme nord-américain de la surmonter temporairement, par une fuite en avant militariste et financière qui, à son tour, a conduit à la crise économique mondiale et aux flottements des dernières années.

Il est de bon ton de spéculer sur Trump qui, devenu président, va maintenant se « ranger » avec juste un peu de népotisme et quelques grossièretés. La bourse ne le craint pas : le capital financier compte sur lui pour attaquer les travailleurs américains, ce qui ne manquera pas de soulever des tempêtes. Lors du scrutin présidentiel avaient lieu des scrutins locaux, dont plusieurs portaient sur le salaire minima à 15 dollars de l'heure, revendication centrale gagnée à Seattle et portée par Sanders, vote victorieux à New York, en Californie, dans le Michigan et le Wisconsin. Par contre, un vote pour

l'extension des privilèges des écoles privées au Massachussets a vu cette proposition repoussée. Trump aura le plus grand mal, s'il essaye, d'avoir une politique « bonapartiste pro-ouvrière » à coups de grands travaux hypothétiques et autres mesures « keynésiennes » qui font partie des nombreuses intentions mystérieuses qu'on lui prête.

Inconnue aussi en ce qui concerne le devenir de l'OTAN ou encore de l'OMC et des négociations commerciales internationales. Trump lui-même est à l'évidence dépassé par la portée politique et symbolique mondiale de son élection : les États-Unis, centre de la prétendue « mondialisation », qui veulent sortir de la « mondialisation » !

Une seule et unique certitude : il fera la politique du capital financier - et son incertitude est celle-là même du capital financier US, illustrée par exemple par la question toujours non tranchée de la prochaine hausse des taux de la Fed ...- et il s'en prendra aux droits sociaux et aux libertés démocratiques.

Mais contre lui, la jeunesse se dresse déjà, cette jeunesse qui a vibré dans les meetings de Sanders, qui s'est portée aux côtés de *Black lives matter*, qui est sortie spontanément dans la rue à l'annonce de son élection, qui ne le considérera jamais comme son président : en proclamant que le président n'est pas le sien, c'est la jeunesse qui ouvre la crise institutionnelle des États-Unis. L'affrontement se portera sur les questions sociales, sur le salaire minima. Et il sera, rapidement, car c'est une nécessité, violent sur la question environnementale : le climato-scepticisme de la bande à Trump est un comportement de pyromanes et les États « républicains » de l'intérieur sont ceux où chacun peut constater le changement climatique, maintenant. Le retentissement national de la bataille des Sioux du Dakota du Nord contre la construction du pipe-line Dakota Access annonce ce qui se prépare.

Dans la lutte, le débat s'engage sur la représentation politique démocratique dont ont besoin la classe ouvrière, la jeunesse, les noirs, les latinos ou les indiens. La crise implosive du parti démocrate conduit, à cette étape, Bernie Sanders et ses partisans du mouvement *Our Revolution* et très au delà (ainsi, Mickael Moore a fait des déclarations semblables), à accentuer l'orientation visant à « conquérir » le parti démocrate pour en faire autre chose. Le parti démocrate, comme le républicain, est une vieille institution capitaliste. Toutefois, quiconque s'intéresse à l'avenir autrement que par la répétition de slogans ferait bien de s'intéresser aux regroupements qui ont commencé pendant la campagne électorale et qui vont s'amplifier maintenant, car l'avenir prochain, un avenir qui ne saurait être le parti démocrate, se prépare parmi eux.

Amis, lecteurs, camarades, de France, n'ayez pas un regard dégoûté sur l'autre rive de l'Atlantique. C'est notre histoire qu'elle raconte, l'histoire que nous allons devoir faire !

(1) Au fait, un petit oracle français admirateur de la Russie, Jacques Sapir, a pendant quelques jours distillé une rumeur sur le fait que Trump serait finalement en tête en voix. Il disait tenir cela d'une source amicale bien placée au Sénat US ... Le bal des néo-cons et des néo-stals va commencer, on vous dit !

Amérique et France

L'avez-vous remarqué ? Pendant que tous les commentateurs spéculaient sur les conséquences réelles et imaginaires de l'élection de Trump, la pré-campagne des présidentielles françaises en ressentait directement et très profondément le contrecoup réel.

Jusque là le scénario était soi-disant écrit : les « primaires de la droite » - bien que leur existence même soit un indice de crise - devaient donner la victoire à Alain Juppé, ci-devant premier ministre confronté à une grève historique en 1995, contre Nicolas Sarkozy, les électeurs de gauche étant d'ailleurs invités à s'y rendre pour barrer la route à Sarkozy, préfigurant ce qu'ils sont censés devoir faire au printemps prochain, à savoir voter Juppé au second tour contre Mme Le Pen afin de goûter ensuite au plus vite les joies de la retraite à 70 ans.

Dans ce scénario pré-écrit, l'électorat de gauche était censé se diviser au premier tour entre J-L Mélenchon et le candidat supposé devoir sortir des primaires dites « socialistes », de façon à se reporter sur Alain Juppé au second tour. J-L Mélenchon et ses supporters affirmant pouvoir être au second tour, il fallait pour cela que le candidat « socialiste » soit le plus mauvais possible. Il demandaient donc à François Hollande de se présenter, combinant ainsi espoir électoral et défense de ce qui serait, dans l'esprit des institutions de la V^e République, la « normalité », tendant dans la réalité à garantir le second tour Le Pen/Juppé.

La victoire de Trump a fait trembler tout le monde, ainsi que le fait que tout indique qu'un Sanders candidat démocrate aurait gagné, car cela montre que les scénarios pré-écrits peuvent s'effondrer, et que, comme nous le disons depuis le début, la situation reste ouverte, les cartes peuvent être battues et rebattues. Si Trump a battu Clinton, Mme Le Pen pourrait battre Juppé et ouvrir une crise aiguë. Par un choc anticipé, la décomposition de l'opération Juppé a commencé.

D'une part, Emmanuel Macron, dont la candidature était un secret de polichinelle bien que les médias français en aient fait l'objet fantastique et fascinant (pour eux : plus que jamais ils tournent à vide), de toute leur attention, a choisi de « se découvrir » avant les primaires de la droite.

L'enthousiasme médiatique pour Macron, dont le ridicule est proportionnel à l'absence d'intérêt qu'il rencontre dans le monde réel, s'est brusquement emballé quand il est apparu que le scénario pré-écrit pourrait bien capoter, ce dont il était temps de se rendre compte. D'où l'invention d'un nouveau sauveur suprême en version « jeune premier », anti-système de pacotille, censé prendre les voix de la gauche comme de la droite, invention rendue possible par le couple exécutif qui a accouché de cette créature vide et infatuée : **il est en effet le fils de Hollande et de Valls, le produit achevé de leur politique.**

Bien que le calendrier de cette « annonce » par rapport aux primaires de la droite ait été cousu de fil blanc, elle a immédiatement eu des effets collatéraux amplifiant la crise du régime, car outre Juppé, c'est Hollande que menace Macron, suscitant par contrecoup les démangeaisons ostensibles du premier ministre et donc la crise dans le

tandem exécutif. De plus, aspect important sur lequel nos médias observent une remarquable discrétion, **M. Macron a reçu le soutien d'une quarantaine de députés PS**, sortes de « frondeurs à l'envers », frondeurs par la droite, si l'on peut dire. A la tête de ce club, le maire de Lyon, M. Colomb, qui se rend au Vatican rencontrer Sergio Bergoglio en compagnie du président de Région Laurent Wauquiez (droite sarkozyste) sous la conduite du sulfureux évêque de Lyon M. Barbarin ... Donc, l'éclatement ouvert du PS commence, avant même sa « primaire ».

Mais le contrecoup le plus important du tournant global constitué par l'élection de Trump à Washington n'aura sans doute pas été l'opération Macron, mais la remontée rapide de François Fillon dans les sondages et pronostics de la primaire de la droite, rendant possible une élimination de Sarkozy dès le premier tour et menaçant Juppé. F. Fillon est, pour le capital financier, une valeur sûre au même titre que M. Juppé. Il est, entre autres choses, à l'origine du « socle commun » dans les programmes des collèges, qui constitue le fondement des réformes visant l'égalité devant l'instruction, à commencer par l'actuelle « réforme du collège ». Il fut le fidèle premier ministre de tout le quinquennat de Sarkozy. Sur la Syrie, sur l'Ukraine, c'est aussi un soutien indéfectible de Poutine, et il se rend régulièrement et ostensiblement en Russie pour être reçu par Poutine ou tel ou tel de ses hommes. En matière sociale et économique, il a déclaré la guerre au salariat en menaçant de supprimer 500.000, on dit bien 500.000, postes de fonctionnaires : une violence comparable au « mur » de Trump ! En matière de mœurs, il est proche des milieux catholiques réactionnaires de la « manif pour tous ». Bref, si vous combinez son programme social thatchérien, son programme « sociétal » catholique, son programme international poutinien, François Fillon s'est positionné, dans le contenu, quelque part à droite de Mme Le Pen, mais dans le cadre de l'Union Européenne et de ce « monde libre » dont des éditorialistes nous expliquent sans rire que le leader résiduel est Mme Merkel !

En somme, quand Sarkozy tentait de tirer à lui le bénéfice de l'événement Trump en expliquant qu'il faut à l'exécutif français un « homme fort », il faisait le portrait de son ancien « collaborateur ».

De là à penser que Fillon va s'imposer automatiquement aux « primaires », il y a un pas qu'il ne faut pas franchir. Il n'y a plus de scénario pré-écrit. C'est avant tout un chaos comparable à celui de la classe politique US ou de l'état-major tory outre-Manche depuis le Brexit, qui peut gagner LR, en même temps que l'exécutif. Dans cette situation ouverte, les discours sur « la seule issue, c'est mon candidat » sont à côté de la plaque.

Du côté des partis issus du mouvement ouvrier, l'éclatement du PS, son euthanasie ou son assassinat final, a commencé, l'impuissance du PCF est totale, qu'il soutienne ou non J-L Mélenchon n'aura pas de conséquences dans les relations politiques et sociales, et ce dernier a noyé son propre parti, le PG, dans un « mouvement » reposant sur le lien direct entre des adhérents internet et le chef, ce qui serait supposé mettre fin au présidentielisme !

La crise du régime n'est pas partie pour se calmer, ce qui peut d'ailleurs rendre les primaires « socialistes » elles-mêmes plus ouvertes. Au moment où M. Macron faisait son « annonce », le licenciement de 175 employés des cars « Macron » (Mega Bus) était rendu public et les chauffeurs s'apprêtaient à manifester. De nombreux lycées et collèges de Zones d'Éducation Prioritaires et de région parisienne sont en grève.

L'effondrement des scénarios pré-écrits ne fait que commencer : son plein développement sera à l'œuvre quand la lutte des classes ne sera plus retenue par le déroulement des présidentielles, mais interviendra directement, comme elle a tenté de le faire au printemps dernier.

Front unique contre Fillon, contre la politique du gouvernement, contre la V° République.

La participation et le résultat des primaires de la droite ne sont pas une bonne nouvelle pour la classe ouvrière.

Pourtant, l'élimination de l'ancien président est en soi un signe de plus de la crise du régime de la V° République et a été accueillie avec satisfaction par un assez large public, ce qui se comprend. Son complément souhaitable et démocratique serait l'élimination du président en place pour lequel on nous dit qu'il ne faudrait pas faire de *bashing*, comme si lui n'avait pas été le premier responsable d'un « *bashing* » forcené et bien concret contre les droits sociaux et contre la démocratie tout au long de son mandat. Dire que certains états majors nous avaient concocté une réédition des élections présidentielles de 2012 !

Ce sont en partie les mêmes qui présentaient Alain Juppé comme le rempart contre Sarkozy puis contre Mme Le Pen, faisant en quelque sorte passer pour le dernier candidat de gauche le premier ministre de la contre-réforme contre la Sécu de 1995, le « plan Juppé ».

Les regroupements en cours dans les appareils politiques de droite en même temps que les mouvements profonds dans sa base sociale et électorale, suite à l'élection de Trump outre-Atlantique, se sont accélérés dans les derniers jours et ont conduit à Fillon à 44% sur près de 4 millions de participants.

M. Fillon n'est en soi ni meilleur ni pire que les autres protagonistes, comme M. Juppé il est un candidat parfaitement accepté, soutenu et anticipé par le capital financier et les hautes sphères de l'État (différant donc en cela d'un Trump), mais son passage en tête avec une telle marge fait de lui le candidat Bonaparte crédible pour une formidable offensive anti-sociale.

Avant d'avoir été le premier ministre réputé plein d'abnégation du président bling-bling Sarkozy, il fut l'auteur de la contre-réforme visant les retraites en 2003, qui permet de reporter indéfiniment l'âge de départ et qui a sa responsabilité dans le début de baisse de l'espérance de vie, et celui du « socle commun » au collège, ce qui fait de lui

le premier inspirateur, dans la réalité, de l'actuelle « réforme du collège » du gouvernement Hollande/Valls/Valaud-Belkacem !

Mais surtout, il avance explicitement un programme économique de type thatchérien avec un slogan phare, la suppression de 500.000 postes de fonctionnaires, qui signe une déclaration de guerre non pas au (seul) fonctionnariat, mais bien au salariat dans son ensemble. Il préconise d'ailleurs la semaine amovible au goût des patrons entre 35 et 48 heures. La loi El Khomri en inversant l'ordre des normes en droit du travail le lui permettrait.

Thatcher en économie, Poutine en politique étrangère : Fillon est l'un des « grands candidats » français que l'impérialisme russe tient pour les plus proches de lui (ce n'est en rien trahir un secret de polichinelle que de dire que les deux autres sont Mme Le Pen et J-L. Mélenchon). Il soutient Poutine contre le peuple ukrainien comme contre le peuple syrien, ce qui n'est en rien une position anti-système : **ce soutien se situe pour lui dans le cadre de l'Union Européenne et de l'OTAN.**

Thatcher, Poutine ... et Ludovine de la Rochère, de la « manif pour tous » qui vient de trouver son débouché politique : voilà la sainte Trinité qui constitue Fillon. De fait, au cours de la semaine précédant les primaires de la droite, le catholicisme profond en France a massivement fait mouvement en faveur de M. Fillon, et ce fut un facteur décisif. Les interdictions provocatrices d'affiches officielles de prévention sanitaire à destination de couples homosexuels dans plusieurs villes sont la suite directe de son succès de dimanche et annoncent sans aucun doute possible la volonté de poursuite d'une offensive réactionnaire en matière de mœurs.

Le fait qu'il ait obtenu 44% de près de 4 millions de votants lui confère un début de légitimité comme alternative pour le capital. Selon les sondagistes, un peu moins de 400.000 « électeurs du Front National » et un peu plus de 600.000 « électeurs de gauche » se sont déplacés à ces « primaires ». Il est probable que les premiers ont plutôt voté Fillon. Quant aux seconds, en venant voter Juppé, ils n'ont pour autant rien fait d'autre qu'amplifier le succès de Fillon en aidant au chiffre élevé des participants, tout en accentuant le flou idéologique et la confusion.

Il y a donc maintenant un danger identifiable et identifié et pas seulement une menace diffuse de catastrophe lors des prochaines présidentielles de la V^e République.

Ce danger s'inscrit dans un contexte mondial où le capital, pris à la gorge par sa propre crise, doit attaquer. Trump annonce qu'il va frapper les travailleurs « non américains » et lever toutes entraves, sans doute même subventionner, les entreprises extractives polluantes, ce qui revient à mettre le feu quand il fait déjà trop chaud. Poutine bombarde Alep. Telle est la politique mondiale du capital : aucun avenir,

seulement du sang et des larmes, et du sang et des larmes pour rien. Le triste Fillon représente bien cette orientation, issue dans son cas des profondeurs catholiques de la ci-devant bourgeoisie française.

Ce qui a conduit là est la politique antisociale et anti-démocratique de François Hollande et de ses gouvernements successifs. La défaite sociale qu'ils ont voulu infliger, par l'état d'urgence et la loi El Khomri, et qui n'est pas parvenu à éteindre le désir de combat et le mécontentement de larges couches du salariat, porte maintenant un nom possible, Fillon : c'est leur œuvre, comme est leur œuvre cette pulsion ridicule à aller voter aux primaires de la droite pour le dernier candidat « de gauche » qui s'appellerait Juppé !

Mais rien n'est fait. La contre-offensive, l'unité dans la lutte sociale, peut contrecarrer et en découdre avec ce scénario menaçant. **L'unité exige d'abord que l'on affronte le gouvernement, maintenant, car lui nous affronte.** Ensuite, le fait que près de 4 millions de personnes se soient déplacées aux primaires de la droite, celle-ci mobilisant toute sa base sociale et électorale, suscite une sorte d'envie d'en faire autant. A priori les primaires du PS ne sont pas propices à cette contre-attaque, sauf si la volonté d'unité et de contre-offensive sociale se porte sur un candidat en opposition frontale avec ce qu'a été la politique de l'exécutif depuis 2012 - et G. Filoche est seul à pouvoir dire cela s'il n'est pas empêché de s'y présenter. La perception du danger d'une recomposition efficace de la droite et de l'extrême-droite entendant bien boire le vin que MM. Hollande et Valls ont tiré pour elle peut produire des réactions parmi les travailleurs et la jeunesse. Elle pousse aussi de l'avant la candidature de J-L. Mélenchon, mais son orientation, opposée à celle de 2012, contredit la volonté d'unité et de regroupement pour affronter gouvernement, État et capital, maintenant. Dans notre prochain bulletin, nous reviendrons de près sur cette question, qui doit maintenant être débattue à fond.

Thatcher, Poutine et le Saint Sacrement : Non.

Nous battons Fillon si nous nous mobilisons maintenant contre la politique du gouvernement, pour la levée de l'État d'Urgence, pour l'abrogation de la loi El Khomri et de la réforme du collège.

Nous battons Fillon si par en bas, au moyen ou non de « primaires », les travailleurs et la jeunesse se réapproprient le contrôle sur les candidats et les programmes.

A bas la V^e République : pas de sauveurs suprêmes !

Pour nous lire régulièrement, suivez notre site

<https://aplutsoc.wordpress.com/>